

A. Identification du pouvoir adjudicateur

DC4

Désignation du pouvoir adjudicateur

MAIRIE DE CERNAY
Service des Marchés Publics
26 rue James Barbier
BP 20220
68704 CERNAY
Téléphone : 03.89.75.54.10

Signataire du marché public :

Nom : Michel SORDI.....

Qualité (fonction) : Maire.....

Origine de son pouvoir :

- ☒ est le représentant de l'établissement, compétent pour signer le marché public
☐ a reçu délégation de compétence, par arrêté du ministre dedu

Personne habilitée à donner des renseignements (nantissement ou cessions de créances) :

Nom : Ilyesse EL BOUHTOURY

Qualité (fonction) : Responsable Marchés Publics

Adresse : 26 rue James Barbier.....

CP : 68704..... Ville : CERNAY

Adresse électronique : ilyesse.elbouhtoury@ville-cernay.fr.....

Téléphone : 03 89 75 82 76Fax : 03 89 75 72 16

B. Objet du marché public

DC4

Objet de l'accord-cadre : **SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**.....

Numéro de l'accord-cadre (le cas échéant) :

LOT N° :

C. Objet de la déclaration du sous-traitant

DC4

La présente déclaration de sous-traitance constitue : *(Cocher la case correspondante)*

- ☒ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D. Identification du candidat ou du titulaire du marché public

DC4

(En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations)

Nom commercial :

Dénomination sociale :

Adresse de l'établissement :

.....

CP : Ville :

Adresse de siège social (si différent) :

.....

CP : Ville :

Adresse électronique :

Téléphone : Fax :

Numéro SIRET :

E. Identification du sous-traitant

DC4

Nom commercial :

Dénomination sociale :

Adresse de l'établissement :

.....

CP : Ville :

Adresse de siège social (si différent) :

.....

CP : Ville :

Adresse électronique :

Téléphone : Fax :

Numéro SIRET :

Forme juridique :

Numéro et ville d'enregistrement au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

Personne physique ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant

(Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant)

Nom :

Qualité (fonction) :

Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct :

☐

Oui

☐

Non

F. Nature et prix des prestations sous-traitées

DC4

Nature des prestations sous-traitées :

.....
.....
.....
.....

Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

Modalités de variation des prix :

.....
.....
.....

Date ou mois d'établissement des prix :

G. Condition de paiement

DC4

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

Compte à créditer :

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

.....
.....
.....
.....

(Cocher la case correspondante.)

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

☐

NON

☐

OUI

H. Capacités du sous-traitant

DC4

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-

I. Attestation sur l'honneur du sous-traitant

DC4

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a. Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b. Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c. Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d. Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e. Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f. Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g. Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché public et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'État ;

h. Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i. que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J. Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

DC4

(Cocher les cases correspondantes.)

- ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant en annexe du présent document :

- ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

- ☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

- ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

- ☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité qui est joint au présent document ;

OU

- ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire

justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du public qui est jointe au présent document.

K. Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant**DC4**

A :

A :

Le :

Le :

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur, compétent pour signer le public, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A

Le

Le représentant du pouvoir adjudicateur :

L. Notification de l'acte spécial au titulaire**DC4**

- En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire

- En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A, le